

L'an deux mil dix, le huit novembre à vingt heures quarante cinq, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Sophie MÉTADIER, Maire.

Étaient présents : Michelle COURNARIE, Philippe MEREAU, Yves BANDEVILLE, Georgette BARRAULT, Raymonde VÉQUAUD, Pascal BEAUSSIER, Marie-Claire BOUIN, Jean-Claude DUPAS, Monique GUÉRY, Olivier PIQUEUX, Jérôme TARNIER, Michèle VILLATTE.

Absents excusés : Joël ANTIER (Pouvoir à Sophie MÉTADIER), Frédéric DUPUIS (Pouvoir à Michelle COURNARIE), Michèle GRATADE (Pouvoir à Michèle VILLATTE).

Absents : Fabrice DAVOIGNEAU, Dominique MACÉ, Estelle PATOZ.

Mme Michelle COURNARIE est élue secrétaire.

Le compte-rendu du dernier conseil municipal est approuvé à l'unanimité.

DCM 2010-75. ASTER : REMBOURSEMENTS D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES

M. Yves BANDEVILLE explique au Conseil Municipal que la société ASTER Assurances a adressé à la mairie un chèque de 13 592.20 € et un chèque de 2 129.52 € en remboursement des indemnités journalières de congés de longue maladie d'un employé. Ces chèques concernent les périodes du 14 mars 2009 au 31 mai 2010 et du 01 juin 2010 au 25 août 2010.

M. Yves BANDEVILLE propose au Conseil Municipal d'accepter ces remboursements.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide d'accepter, les sommes de 13 592.20 € et 2 129.52 € d'ASTER Assurances pour le remboursement des indemnités journalières de congés de longue maladie d'un employé pour les périodes du 14 mars 2009 au 31 mai 2010 et du 01 juin 2010 au 25 août 2010.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2010-76. CHOIX DES ENTREPRISES POUR LES TRAVAUX DE LA BIBLIOTHÈQUE ET DU LOGEMENT RUE DE GUIGNÉ

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que lors de sa séance du 15 mars 2010, il avait été décidé de restaurer le bâtiment de l'ancien logement de La Poste et les bâtiments annexes afin d'y installer la bibliothèque municipale et un logement. Mme Le Maire explique au Conseil Municipal qu'un appel d'offre a été réalisé pour l'exécution des travaux d'aménagement de la bibliothèque.

La commission d'appel d'offre s'est réunie le 23 août 2010 pour procéder à l'ouverture des plis et le 10 septembre 2010 et le 8 novembre 2010 pour procéder au choix des entreprises.

Mme le Maire explique que nous n'avons pas encore reçu les accords de subvention et propose en conséquence de reporter le choix des entreprises.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de reporter cette délibération à une date ultérieure.

DCM 2010-77. CONVENTION ENTRE LA COMMUNE ET L'ASSOCIATION PAGE À PAGE POUR LA BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE

Cette délibération annule et remplace celle adoptée par le Conseil Municipal le 13 septembre 2010.

Mme le Maire rappelle sa rencontre avec M. Bouguier, conseiller livres et lecture à la DRAC, le 23 septembre 2010. M. Bouguier lui a fait part de ses remarques sur le projet de bibliothèque municipale et sur le rôle de l'association Page à Page, à savoir :

- La bibliothèque doit être portée par la Municipalité, avec nomination d'un responsable au sein des agents communaux,
- Le principe de mutualisation de lieu et d'accueil de l'Agence Postale Communale (APC) et de la bibliothèque municipale est très intéressant ; il conviendra de s'assurer que l'agent communal chargé de l'APC sera formé aux techniques bibliothécaires.
- L'association Page-à-Page agit dans un objectif d'intérêt collectif.
- La Commune met à disposition un local pour la bibliothèque municipale et se charge de l'équipement matériel
- La Commune prévoit chaque année un budget pour l'achat des livres
- L'association Page à Page est chargée de l'animation de la bibliothèque municipale (ouverture au public, montage d'expositions ou d'animations, contribution aux acquisitions de livres par la commune, collecte de livres donnés au profit de la commune,...)
- Une convention sera signée individuellement entre les bénévoles et la Commune.
- Un règlement intérieur, à destination des usagers de la bibliothèque municipale, sera mis en place.
- Un comité de pilotage de la bibliothèque municipale se réunira régulièrement.

Mme le Maire a présenté ces grandes lignes à l'association Page à Page qui en a discuté lors d'une réunion de Conseil d'Administration le 19 octobre 2010.

Un projet de convention entre la Mairie et l'association Page à Page a été établi en accord entre les Parties, avec l'aide de M. Bouguier. Mme le Maire donne lecture de cette convention qui annule et remplace celle proposée le 13 septembre dernier.

Mme le Maire propose que le Conseil Municipal accepte cette convention et l'autorise à la signer.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité.

- Dit que cette nouvelle délibération annule et remplace celle du 13 septembre 2010
- Décide d'adopter la convention d'animation de la bibliothèque municipale avec l'association Page à Page
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2010-78. PARTICIPATIONS FINANCIÈRES AUX FRAIS DE SCOLARITÉ

Mme VEQUAUD explique au Conseil Municipal que les maires de la Communauté de Communes Loches Développement (CCLD) ont décidé conjointement du principe suivant concernant les participations financières aux frais de scolarité des communes. Ce principe est applicable à toute nouvelle inscription prise à compter de l'année scolaire 2010/2011. Le cas des enfants "dérogatoires" déjà scolarisés sera examiné au cas par cas.

Avant toute inscription d'un enfant n'habitant pas sa commune, le maire doit demander l'avis du maire de la commune de domicile. Celui-ci est libre d'accorder ou non une dérogation autorisant l'enfant à fréquenter une autre école.

- S'il n'accorde pas de dérogation, il n'aura pas à verser de participation financière.
- S'il accorde une dérogation, il s'engage à verser une participation financière aux frais de scolarité, d'un montant de 53 € par enfant.

Dans le cas des communes ne possédant pas d'école, les maires de la CCLD proposent que la commune participe aux frais de scolarité sur la base du coût administratif de scolarisation de l'enfant. Ce montant sera facturé à la commune de domicile de l'enfant.

Il a été calculé le coût annuel de la scolarisation d'un enfant à Beaulieu, soit 500 € à l'école élémentaire et 1000 € à l'école maternelle. Mme le Maire propose que dans ce cas, il ne soit pas appliqué un régime dérogatoire, mais qu'il soit demandé préalablement au maire de la résidence son accord préalable écrit pour la prise en charge du coût annuel de scolarisation. Une harmonisation du montant de la prise en charge financière sera étudiée entre les différentes communes d'ici la fin de l'année.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver ce principe, de l'autoriser à demander les participations des communes concernées et à régler les participations de la commune aux autres écoles.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide d'approuver le principe suivant, applicable à toute nouvelle inscription prise à compter de l'année scolaire 2010/2011 (le cas des enfants "dérogatoires" déjà scolarisés sera examiné au cas par cas) :
 - Avant toute inscription d'un enfant n'habitant pas sa commune, le maire doit demander l'avis du maire de la commune de domicile. Celui-ci est libre d'accorder ou non une dérogation autorisant l'enfant à fréquenter une autre école.
 - S'il n'accorde pas de dérogation, il n'aura pas à verser de participation financière.
 - S'il accorde une dérogation, il lui sera demandé une participation financière aux frais de scolarité, d'un montant de 53 € par enfant.
 - Dans le cas des communes ne possédant pas d'école, la participation financière sera réétudiée après la prochaine réunion des maires de la CCLD.
- Décide de demander aux communes les montants correspondant aux élèves scolarisés à Beaulieu-lès-Loches
- Accepte de payer les participations financières demandées par les autres communes en application de ce principe
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

DCM 2010-79. DOMICILIATION DE L'ASSOCIATION LAMECA

Madame le Maire expose la demande de l'association " LAMECA " (Loisirs Animation Mécanique Exposition Cyclomoteurs d'Antan) qui souhaite domicilier son siège social à la mairie de Beaulieu-lès-Loches.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à 15 voix pour et 1 abstention

- Accepte la domiciliation du siège social de l'association " LAMECA " (Loisirs Animation Mécanique Exposition Cyclomoteurs d'Antan) à la mairie de Beaulieu-lès-Loches – 6, Place du Maréchal Leclerc – 37600 Beaulieu-lès-Loches.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

DCM 2010-80. CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX MUNICIPAUX

Mme le Maire rappelle que lors de sa séance du 13 septembre 2010, il avait été reporté l'adoption de la convention type de mise à disposition des salles communales auprès des artistes pour la mise en place d'expositions. Mme le Maire donne lecture de la nouvelle convention. Ladite convention a été étudiée lors de la dernière réunion de la commission Culture Patrimoine Tourisme. Les associations Bellilociennes seront prioritaires pour l'utilisation des salles communales. L'acceptation de l'exposition d'un artiste sera soumise à l'accord de la commission précitée.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à 15 voix pour et 1 abstention

- Décide d'adopter la nouvelle convention type de mise à disposition des salles communales.
- Dit que les associations Bellilociennes seront prioritaires pour l'utilisation des salles communales.
- Autorise Mme le Maire à signer ces conventions avec les utilisateurs.

DCM 2010-81. VIREMENT DE CRÉDIT

M. Yves BANDEVILLE explique au Conseil Municipal que les dépenses des programmes 92 « Voirie – Divers », 148 « Salle des Fêtes » et 170 « Rue Georges PATRY » ont été plus importantes que prévu, aussi afin de régler diverses factures en attente il est nécessaire de procéder aux virements de crédit suivants :

PROGRAMME	LIBELLÉ ARTICLE	DÉPENSES INVESTISSEMENT
153 - SAINT LAURENT	21318	- 31 700.00
92 - VOIRIE – DIVERS	2151	+ 30 000.00
170 – Rue Georges PATRY	2151	+ 1 700.00
167 – BATIMENT CONVENTUEL	21311	- 1 600.00
148 – SALLE DES FETES	21318	+ 1 600.00

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité

- de réaliser les virements de crédit suivants :

PROGRAMME	LIBELLÉ ARTICLE	DÉPENSES INVESTISSEMENT
153 - SAINT LAURENT	21318	- 31 700.00
92 - VOIRIE – DIVERS	2151	+ 30 000.00
170 – Rue Georges PATRY	2151	+ 1 700.00
167 – BATIMENT CONVENTUEL	21311	- 1 600.00
148 – SALLE DES FETES	21318	+ 1 600.00

DCM 2010-82. CIRCUIT DE RANDONNÉES PÉDESTRES

Mme le Maire rappelle que lors de la réunion du 19 mars 2010 dans les locaux de la Communauté de Communes, Monsieur POULAIN, Vice-président du Comité départemental de randonnée pédestre, a présenté à l'ensemble des maires les modifications et créations de sentiers qu'il envisage sur les communes du territoire.

Pour notre commune nous avons trois chemins : de 2.50 km, 3 km et 12 km. Ce dernier passe sur une propriété privée de la commune de Ferrière-sur-Beaulieu ; il convient donc de le modifier.

La Commune étant le porteur de ce projet elle doit procéder à ces modifications de circuits. Mme le Maire communique au Conseil Municipal le nouveau plan concernant la commune de Beaulieu-Lès-Loches, et propose de les valider. Une convention avec la Communauté de Communes Loches Développement (CCLD), propriétaire du terrain de la prairie sera nécessaire.

De plus, Mme Le Maire propose d'inscrire au Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnée (PDIPR), l'ensemble des 3 chemins ainsi que le chemin crée dans la prairie entre Loches et Beaulieu-Lès-Loches.

En inscrivant ses chemins ruraux, la commune s'engage :

- à ne pas les aliéner (en cas de nécessité absolue par exemple, à l'occasion d'opérations foncières ou de remembrement, le Conseil Municipal proposera au Conseil Général un itinéraire public de substitution, de caractéristiques analogues, rétablissant la continuité du parcours),
- à leur conserver leur caractère public et ouvert,
- à accepter le balisage des itinéraires,
- à assurer l'entretien courant de ces mêmes itinéraires.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de modifier l'itinéraire de 12 km passant par la commune de Ferrière-sur-Beaulieu.
- Décide d'accepter conformément à l'article L-56-57 de la loi du 22 juillet 1983, l'inscription des circuits au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée.
- S'engage à
 - à ne pas les aliéner (en cas de nécessité absolue par exemple, à l'occasion d'opérations foncières ou de remembrement, le Conseil Municipal proposera au Conseil Général un itinéraire public de substitution, de caractéristiques analogues, rétablissant la continuité du parcours),
 - à leur conserver leur caractère public et ouvert,
 - à accepter le balisage des itinéraires,
 - à assurer l'entretien courant de ces mêmes itinéraires.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'aboutissement de ce projet.

DCM 2010-83. DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA RÉFECTION DES COURTS DE TENNIS

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que des demandes de subvention avaient été adressées en 2009 pour la reconstruction du court de tennis n°2 et la régénération du court n°1 situés impasse des P'tits Rats. Depuis le court de tennis n°1 s'est dégradé et doit désormais être reconstruit.

À la demande de Madame la Présidente du Tennis club du Lochois, Madame le Maire propose de faire réévaluer les devis et de renvoyer des demandes de subvention au Conseil Général, au Conseil Régional et à la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS) pour pouvoir faire exécuter les travaux en 2011.

Une demande de subvention à la Fédération Française de Tennis sera faite par la Présidente du Tennis Club du Lochois et la subvention sera directement versée au club. Mme le Maire demande à ce que le Tennis Club du Lochois nous la reverse pour participer aux dépenses d'équipement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de faire réévaluer les devis.
- Décide de demander des subventions au Conseil Général, au Conseil Régional et à la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS).
- Décide de demander au Tennis Club du Lochois de nous reverser la subvention que la Fédération Française de Tennis leur accordera.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

DCM 2010-84. RÉHABILITATION DE L'IMMEUBLE 14 RUE SAINT-ANDRÉ

Mme le Maire rappelle que le Conseil Municipal, lors de sa séance du 15 mars 2010, avait décidé d'acquérir l'immeuble du 14 rue Saint-André. L'acquisition a été signée le 16 septembre 2010.

Cette acquisition n'étant pas prévue lors de la délibération du budget primitif 2010, Mme le Maire propose d'ouvrir un programme n° 176 intitulé "Immeuble 14 rue Saint-André".

Mme le maire propose d'affecter la somme de 7 700 € provenant du Fond Compensatoire de la Taxe sur la Valeur Ajoutée à l'article 2132. Cette somme représente l'acquisition de l'immeuble (4 340 €) et une partie des honoraires de l'architecte, Monsieur MAES, chargé d'étudier un projet de réhabilitation de cet immeuble dans le cadre d'un PLUS pour loger des jeunes, apprentis, stagiaires...

Mme le Maire propose de déposer des demandes de subvention à l'État, au Conseil Régional et au Conseil Général.

ARTICLE	PROGRAMME	INVESTISSEMENT DEPENSES	INVESTISSEMENT RECETTES
2313	176 Immeuble 14 rue Saint-André	+ 3 360 €	
2132	176 Immeuble 14 rue Saint-André	+ 4 340 €	
10222	F.C.T.V.A.		- 7 700 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide d'ouvrir un programme n° 176 intitulé "Immeuble 14 rue Saint-André".
- Décide d'affecter la somme de 7 700 € à l'article 2132, provenant du Fond Compensatoire de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (article 10222).
- Décide de demander des subventions à l'État, au Conseil Régional et au Conseil Général.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

DCM 2010-85. MISE EN PLACE DE LA TAXE LOCALE D'ÉQUIPEMENT

VU les articles 317 bis à septies A, 1585 A à H, 1635 bis B, 1647, 1723 quater à septies, 302 septies B du Code Général des Impôts,

VU l'article R 112-2 du Code de l'Urbanisme,

Mme le Maire informe le Conseil Municipal que la loi Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000 a prévu un régime de financement des voies nouvelles et des réseaux, mettant désormais à la charge de la Commune des dépenses d'investissement conséquentes.

Madame le Maire propose donc d'instaurer la Taxe Locale d'Équipement (TLE), taxe spécifique applicable sur les constructions nouvelles ou les extensions de bâtiments existants.

Cette taxe sera instaurée dans les conditions suivantes :

- La TLE est perçue par la commune afin de lui fournir des ressources financières d'investissement nécessaires à la réalisation d'équipements publics (voirie, bâtiments communaux, ...).
- Dans les communes de moins de 10 000 habitants, la TLE est instituée (ou supprimée) par délibération du Conseil Municipal, pour une durée de 3 ans minimum à compter de la date de l'entrée en vigueur.
- La TLE est due par les personnes réalisant une construction, neuve ou en extension, créant de la surface hors œuvre nette. Selon son montant, elle est exigible en une ou deux fois.
- Les dossiers sont instruits par la Direction Départementale des Territoires et un état annuel sera transmis à la Mairie,

Mme le Maire propose de fixer le taux applicable sur la commune à 2 %.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à 13 voix pour et 3 abstentions

- décide d'instituer la Taxe Locale d'Equipement (TLE) perçue sur la construction, ou l'extension de bâtiments de toute nature,
- décide de fixer le taux de la taxe à 2 %,
- décide que la TLE est instituée pour une durée de 3 ans minimum à compter de sa date d'entrée en vigueur,
- dit que les dossiers seront instruits par la Direction Départementale des Territoires et qu'un état annuel sera transmis à la Mairie,
- Autorise Mme Le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

DCM 2010-86. VENTE D'UN TERRAIN SUR LA ZONE D'ACTIVITÉ DE LINIÈRE

Mme la Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il reste des terrains sur la zone d'activité de Linière et qu'elle a rencontré M. Chaumette paysagiste de Ferrière-sur- Beaulieu. Il désire acquérir un terrain et serait intéressé par une surface de 1500 m². à prendre sur les parcelles cadastrées AL 367 et AL 368. Les terrains sur les zones d'activités annexes de la Communauté de Communes Loches Développement (CCLD) sont vendues à 7€ /m². C'est le prix qui a été annoncé par la CCLD à M. CHAUMETTE. Mme le Maire propose que le terrain soit vendu à 7 €/m², les frais annexes étant à la charge de l'acquéreur (bornage, frais dit de notaire...).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à unanimité

- Décide de vendre à M. Chaumette une partie des parcelles cadastrée section AL, n° 367 et 368 dont la surface serait de 1500 m² environ, pour un montant de 7 € le m².
- Dit que les frais annexes (bornage, frais dit de notaire,...) seront à la charge de l'acquéreur.
- Dit que la transaction sera effectuée par Maîtres ANGLADA & LOUAUT, notaires à Loches.
- Autorise Mme le Maire à signer les actes et tous les documents nécessaires à cette vente.

INFORMATIONS

- La commune a reçu un courrier de "Tous au numérique". Ce courrier informe les personnes qui ont des problèmes de réception de la télévision numérique, que des aides peuvent être allouées pour effectuer des travaux (pose d'antenne satellite, câble, adsl...). Cette aide, de 250 €, est sans conditions de ressources. Pour bénéficier de cette aide dérogatoire, les téléspectateurs qui seraient concernés doivent faire parvenir un formulaire de demande d'aide accompagné d'une attestation d'un antenniste, et ce avant le 19 avril 2011. Ce formulaire est disponible à l'accueil de la mairie ou téléchargeable sur le site www.tousaunumerique.fr ou sur simple demande auprès du Centre d'appels : 0970 818 818 (prix d'un appel local). Il est rappelé que France Télé Numérique recommande de s'adresser à un antenniste ayant signé la " Charte des professionnels agréés", qui assure des engagements précis à l'égard du consommateur. Cette liste se trouve sur le site : <http://www.tousaunumerique.fr/ou-et-quand/annuaire-des-professionnels/region> ou auprès du Centre d'appels
- La société PATCHCOM film, Web & Print de Loches a demandé le prêt pour un tournage :
Dans la mairie de Beaulieu, un bureau et une salle de réunion.
Dans une école, ou un autre lieu pouvant faire office d'école, une salle, des tables et des chaises, un tableau.
Ce film "tout public" serait tourné sur le week-end et n'a pas vocation d'exploitation commerciale.

La séance est close à 22 h 35.